

SÉCURITÉ: ZONE DE DANGER

La sécurité a toujours été une question au coeur des préoccupations de la branche surveillance. Elle ne se limite cependant pas à celle, essentielle, des contrôles sur le terrain ou du port de l'arme. Le sujet de la sécurité des agents investit également la vie privée. Vous êtes nombreux à nous faire part d'un risque grandissant dans l'exercice quotidien de vos missions sans pour autant avoir les moyens d'assurer correctement la sécurité des citoyens et la vôtre. Ces résultats vont donc nous permettre de poser des exigences fortes auprès de la Direction générale.

La moitié des agents ayant répondu au questionnaire envisagent un changement de branche. Ils sont pourtant nombreux à nous indiquer aimer leur profession. Malgré cela, ils font preuve de lassitude faute de moyens suffisants et d'une hiérarchie à leurs côtés.

Ce souhait de changement peut être résumé par les propos d'un agent indiquant qu'il souhaite changer de métier : « *A cause de l'usure physique et mentale, de l'exposition à la pollution et aux intempéries, des horaires aléatoires qui sont néfastes à l'organisme (sommeil et prise de repas)* »

UNE RÉELLE EXPOSITION AU DANGER ET UNE DÉLINQUANCE EN CONSTANTE MUTATION

+ de 90 % des agents de la branche surveillance s'estiment soumis à un risque moyen à élevé dans l'exercice de leurs missions. Ils sont presque autant (81 %) à estimer que ce risque n'est pas suffisamment pris en compte par la direction.

Plus de 35 % des collègues pensent que des mesures pour améliorer la sécurité doivent être prises. Cela doit passer par la

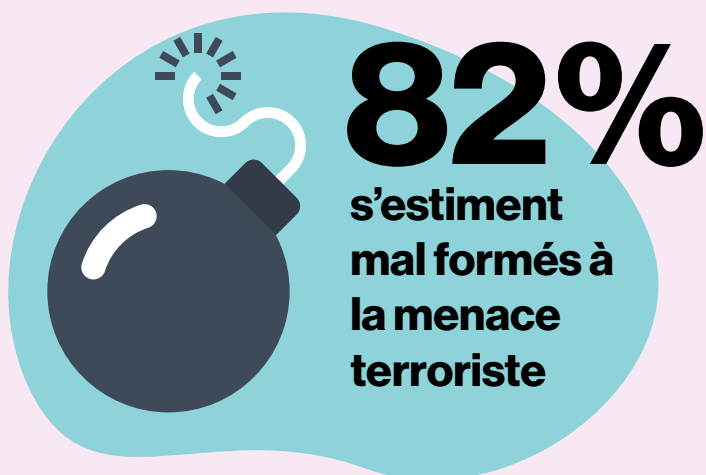


J'envisage de
changer de
branche pour
ma santé tant
physique que
mentale



81%

le risque n'est
pas
suffisamment
pris en
compte



modification des BOD surveillance et une réflexion large sur les types d'armes, les moyens, les matériels et les effectifs.

DES MOYENS INADAPTÉS ET INSUFFISANTS

Si 61 % des agents pensent que le HK UMP, mis en place dans le cadre de la lutte anti-terroriste, n'est pas adapté à leurs missions, ils sont 68 % à le considérer comme un moyen contraignant. La menace terroriste a modifié largement les conditions d'exercice des missions de surveillance. Pour autant, 82 % des agents s'estiment mal formés à cette menace.

74 % des agents des douanes interrogés jugent qu'ils ne sont pas formés pour effectuer des contrôles péri-urbains et urbains aux côtés des forces de l'ordre.

Beaucoup d'agents s'inquiètent d'être de plus en plus filmés pendant les opérations de contrôle par les personnes contrôlées. Ils attendent des consignes claires, un accompagnement et une politique volontariste de la Direction générale sur cette question.

Au-delà du côté anxiogène des risques encourus, la sécurité des agents ne souffre d'aucune approximation et relève de la responsabilité pénale de l'employeur.

DES EXIGENCES D'URGENCE

- **Abandon de la politique du chiffre** anxiogène et contre-productive
- Rétablir la **confiance entre les agents et leur hiérarchie**
- Faire de la **protection fonctionnelle** un véritable droit
- **Réécrire les BOD** en intégralité
- Commander des **GPB plus légers et plus performants** avec une version adaptée individuellement aux femmes

Fatigué de prendre des risques sans reconnaissance ni soutien.

